

François GEMENNE

Migrations : les politiques se fondent plus sur des perceptions que sur des réalités

Les États, dans leur grande majorité, semblent vouloir stopper les vagues d'immigration actuelles ou, en tout cas, s'en protéger...

François GEMENNE : Quand j'étais étudiant au Collège Saint-Louis, on assistait à l'arrivée d'internet. Ce phénomène était perçu à la fois comme une formidable opportunité et comme une menace pour la manière traditionnelle d'enseigner. On organisait des débats « pour ou contre internet ». Aujourd'hui, nous avons accepté l'idée qu'il soit devenu un facteur structurel de nos vies. On ne parle plus de résister à internet ou d'en maîtriser les flux. C'est pourtant la conviction qui prévaut quand on dit : il faut contrôler les flux migratoires, comme si nous en avions la capacité, avec l'idée que, dans un monde idéal, chacun resterait chez soi !

Utopique...

FG : Bien entendu, nous souhaiterions que les guerres s'arrêtent, que les famines cessent, que tous les pays soient égaux... Mais les inégalités ont plutôt tendance à se creuser. Tant qu'elles persisteront, les flux migratoires en seront les révélateurs. Ils sont devenus un élément structurel dans notre monde contemporain. Tant que nous tenterons d'y résister, nous déploierons des réponses politiques au mieux, contreproductives, au pire, meurtrières !

Malheureusement, en matière migratoire, les politiques se fondent davantage sur les perceptions de l'immigration que sur ses réalités. On voit, à la télévision, des images très impressionnantes de milliers de gens qui arrivent sur les îles grecques. Du coup, beaucoup d'entre nous ont l'impression que l'Europe, dans son ensemble, est confrontée à un flux de réfugiés sans précédent, alors qu'il est concentré dans des lieux précis et touche à peine d'autres pays. On plaque sur ces étrangers une série de perceptions, et on persiste à avoir un jugement normatif en faisant une différence entre les « bons » réfugiés fuyant la guerre et les « mauvais »

migrants économiques qui veulent trouver du travail ou de l'argent.

On a aujourd'hui deux tendances profondément contradictoires : le besoin de migrer, de plus en plus fort pour de plus en plus de personnes (chassées de chez elles par des guerres, des famines, des catastrophes naturelles, ou le besoin de nourrir leur famille), et dans le même temps, des frontières qui se ferment et des murs qui sont érigés comme derniers remparts face à une mondialisation perçue comme une menace pour nos identités, nos systèmes sociaux, notre marché du travail.

Avec le risque de provoquer des crises humanitaires de plus en plus importantes ?

FG : Effectivement ! L'Europe est aujourd'hui devenue la destination du monde la plus dangereuse pour les migrants, avec plus de 35 000 morts noyés en Méditerranée, depuis 2000 ! C'est une situation insupportable ! Quand le mur de Berlin est tombé en 89, chacun a juré, la main sur le cœur, que plus jamais on n'érigerait de séparation entre les peuples... Or, depuis cette date, une série de murs ou de barrières sont apparus, avec le même objectif : faire croire aux populations qu'on se prémunit de ce qu'on voit comme une menace. Mais face à la nécessité, pour les migrants, de franchir les frontières coûte que coûte, cela a surtout pour effet de favoriser le développement du business des passeurs et de rendre ces déplacements plus coûteux, difficiles et dangereux, et donc plus meurtriers. Croire que c'est en contrôlant les frontières qu'on va juguler ces flux est une absurdité sans nom, doublée d'une immense vanité politique !

Dès qu'on ferme une route, d'autres s'ouvrent...

FG : C'est ce qu'on voit très bien à l'heure actuelle, depuis la mise en œuvre de l'accord avec la Turquie : on essaie de fermer la route de la Turquie vers la Grèce ; du coup, on a une recrudescence des

Interview : Conrad van de WERVE
Texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

arrivées par bateau depuis la Lybie vers l'Italie. C'est une traversée beaucoup plus longue, plus coûteuse, et donc plus profitable aux passeurs. Il ne faut pas oublier que pour beaucoup de migrants, le parcours a déjà été très long (parfois plusieurs années) avant d'arriver sur les rives de la Méditerranée. Les passeurs opèrent également à l'intérieur des terres, et donc ces routes migratoires peuvent varier assez rapidement selon qu'on ferme telle ou telle frontière.

On ne résout pas le problème, on ne fait que le déplacer ! De toute façon, cet accord avec la Turquie est extrêmement discutable du point de vue de sa légalité. Un État signataire de la Convention de Genève n'a pas le droit de refouler à sa frontière un individu qui fuit une situation de persécution et demande l'asile, même si on argue que la Turquie est un pays sûr et qu'elle va s'en occuper.

L'accord me paraît extraordinairement discutable aussi sur le plan éthique, puisque l'Union Européenne, faute de pouvoir trouver en son sein une réponse au problème, va se défaire de sa responsabilité en chargeant la Turquie, un régime en dérive autoritaire, de faire le boulot à sa place. Et le principe qui consiste à échanger les réfugiés un contre un me semble éthiquement indigne aussi.

La question de l'intégration des étrangers acceptés chez nous vous interpelle également...

FG : On dit aux étrangers : nous ne vous accepterons comme nos semblables que si vous vous intégrez, c'est-à-dire si vous acceptez d'adopter nos traditions, nos coutumes et, au fond, d'abandonner une partie de votre identité pour adopter la nôtre, comme s'il était possible de définir, à partir de la multitude de nos identités individuelles, une forme d'identité commune...

Les travaux de ce chercheur¹ en sciences politiques l'amènent à s'intéresser de près aux migrations et déplacements liés aux changements environnementaux, ainsi qu'au contrôle des flux migratoires. Pour lui, à un moment où l'Europe est devenue la destination du monde la plus dangereuse pour les migrants, le principal défi cosmopolite auquel nos sociétés sont confrontées, c'est de reconnaître les étrangers comme nos semblables.



Photo : HELMo - Alice DRIESEN

Ça me paraît extrêmement dangereux, et profondément anachronique.

Le risque, pour nos sociétés, c'est qu'on va assister de plus en plus à une sorte de fracture de la mondialisation, avec une élite mondialisée qui se définira elle-même dans une identité cosmopolite pour qui les frontières ne voudront plus rien dire, et d'autres qui verront la mondialisation comme une menace et s'accrocheront à la frontière comme dernier rempart pour définir une identité qu'ils pensent menacée de toutes parts. Le défi cosmopolite auquel nos sociétés sont confrontées, c'est de parvenir à reconnaître les étrangers non pas comme des étrangers, mais comme nos semblables !

Quelle est la principale mission de l'école face à ces questions ?

FG : Pour moi, le grand défi de l'école aujourd'hui est celui de la promotion de

la diversité. Les classes sont le reflet de la société, elles accueillent des élèves de plusieurs nationalités, origines, confessions. Il y a là quelque chose à construire autour d'une sorte d'identité commune qui va s'enrichir de la diversité. Cet apprentissage, c'est peut-être l'élément le plus utile à retirer des années d'école, aussi utile, en tout cas, que la capacité à lire, compter ou écrire. Il devra également être reconnu comme tel au moment de chercher un emploi.

Certains craignent que les établissements accueillant de nombreux immigrés soient tirés vers le bas. Je pense qu'ils font erreur ! Ces écoles, considérées comme défavorisées, sont en réalité gagnantes, parce qu'elles apprennent à dépasser une série de difficultés (différence de langue, accommodements raisonnables, nourriture à la cantine, etc.). C'est une grande richesse de faire la découverte de la

diversité ensemble, et plus élève par élève, et de voir comment chacun peut faire de sa double ou triple identité une richesse plutôt qu'une entrave. Ce n'est malheureusement pas encore suffisamment le cas pour beaucoup de jeunes issus de l'immigration, qui ne se reconnaissent ni dans l'identité de leur pays d'origine, ni dans celle de leur pays d'accueil. ■

1. François GEMENNE est titulaire d'un doctorat en Sciences politiques et sociales de l'Université de Liège et de l'Institut d'Études politiques de Paris, ainsi que d'une maîtrise de recherche en Sciences politiques de la London School of Economics, et d'une maîtrise en Développement, Environnement et Sociétés de l'Université Catholique de Louvain. Il participait, le 19 mai dernier, à une table ronde organisée par le Collège des directeurs de l'enseignement fondamental catholique (CoDiEC) et l'HELMo. Il débattait avec le philosophe et théologien Vincent FLAMAND.